

Le Jour, 1953
15 Mai 1953

FONDEMENTS ET ASPECTS DE NOTRE POLITIQUE

La politique étrangère et la politique économique intéressent le peuple libanais de façon vitale.

Le Liban a besoin d'alliés sûrs et d'un marché mondial dans le domaine des services. Aucune invention ne peut suppléer à cela.

Les alliés sûrs sont la condition de notre existence dans la liberté, et les relations mondiales sont la condition de notre existence dans la prospérité ; de là vient notre standard de vie.

Le reste compte énormément sans doute **puisque toute la politique intérieure en dépend**, mais il suffit que des fautes lourdes ne soient pas commises pour que le Liban progresse avec le siècle et prenne (plus facilement qu'aucun autre pays du voisinage) **le visage de la civilisation sous ses aspects permanents et constructifs.**

Sur la politique étrangère et sur la politique économique, la doctrine officielle libanaise actuelle est manifestement incertaine. C'est de cela que nous nous inquiétons. C'est sur cela que nous voudrions attirer l'attention.

Un gouvernement libanais, nous le reconnaissons volontiers, ne peut pas toujours faire en ces matières tout ce qu'il veut : **mais il doit savoir ce qu'il veut pour mesurer ensuite ce qu'il peut.** Cela suppose des principes inébranlables, une tradition solide et des idées claires.

En politique étrangère comme en politique économique nous allons à tâtons en ce moment et, **au lieu de chercher à retrouver la liberté de nos mouvements**, nous nous habituons à des contraintes et à des servitudes qui nous paralysent.

Nous donnons l'impression, au lieu d'être en tête, d'être bravement en queue et cette impression n'est pas illusoire. **Nous nous voyons de moins en moins libres de choisir ce que nous considérons comme notre voie naturelle et notre vocation native. Cela est une régression.**

En bref, notre politique étrangère est flottante et notre politique économique est débile. Nous nous noyons dans la procédure. **Pour un pays comme le Liban où le salut public dépend de la doctrine la plus ferme, le côté faible de notre politique générale est là.**

Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'insister davantage. Ce que nous disons ici est sur toutes les lèvres. Ce qui nous met en état d'alerte, il n'est pas un Libanais conscient et organisé qui ne le sache.

Notre devoir était de le rappeler à tous au moment où le nouveau Gouvernement assume les responsabilités de la nation et de l'Etat.